

Cote du document: EB 2010/101/R.28/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 c) iii)
Date: 15 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don aux Îles Salomon pour le

Programme de développement rural des Îles Salomon

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ronald Hartman
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2184
courriel: r.hartman@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

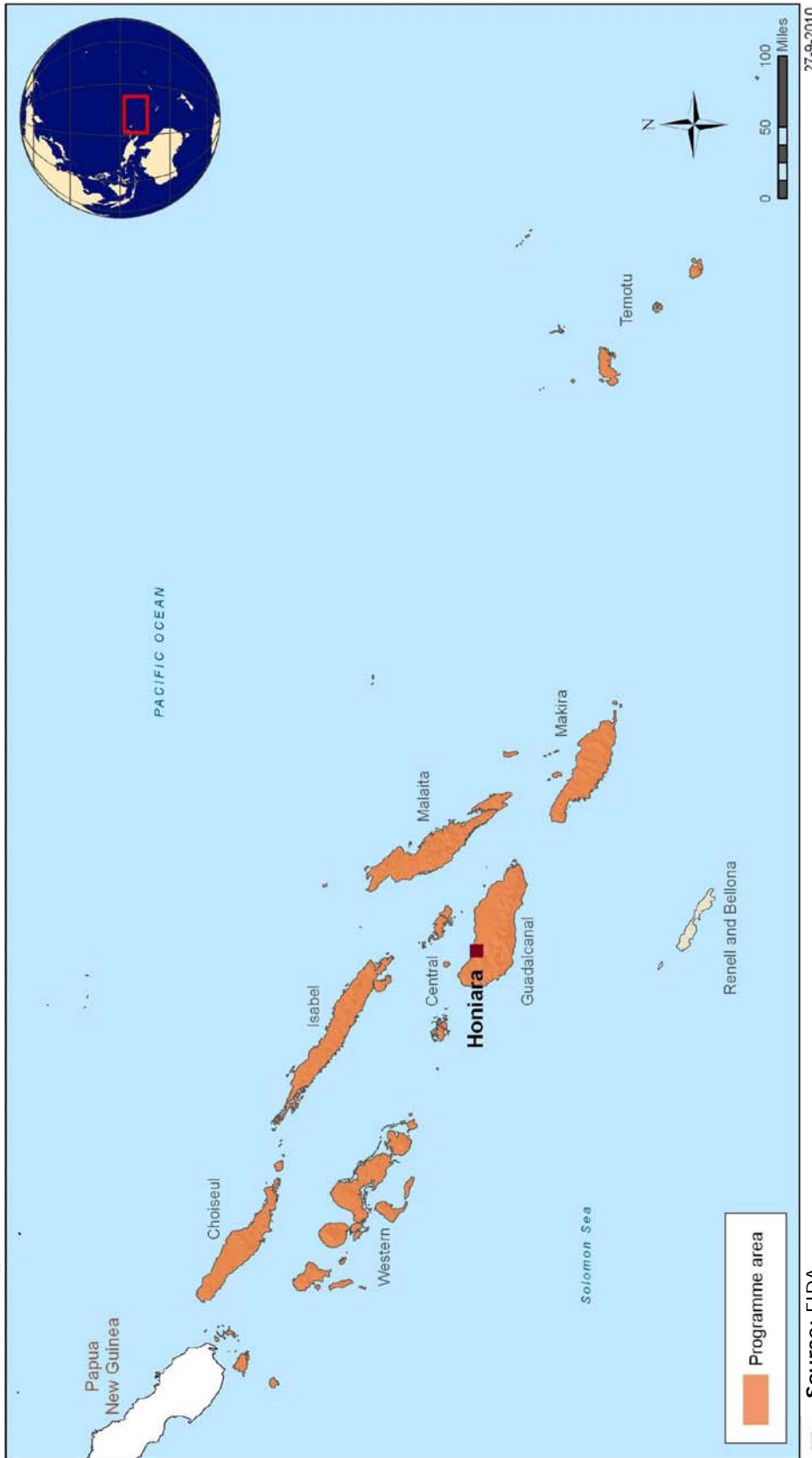
| | |
|---|------------|
| Sigles et acronymes | i |
| Carte de la zone du programme | ii |
| Résumé du financement | iii |
| Recommandation pour approbation | 1 |
| I. Le programme | 1 |
| A. Principal créneau de développement visé par le programme | 1 |
| B. Financement proposé | 1 |
| C. Groupe cible et participation | 2 |
| D. Objectifs de développement | 3 |
| E. Harmonisation et alignement | 3 |
| F. Composantes et catégories de dépenses | 4 |
| G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats | 4 |
| H. Avantages et justification économique et financière | 4 |
| I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement | 5 |
| J. Principaux risques | 5 |
| K. Durabilité | 6 |
| II. Instruments juridiques et autorité | 6 |
| III. Recommandation | 6 |
| | |
| Annexe | |
| Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié) | 7 |
| | |
| Appendices | |
| I. Key reference documents (Principaux documents de référence) | 1 |
| II. Logical framework (Cadre logique) | 2 |

Sigles et acronymes

| | |
|--------|---|
| AusAID | Agence australienne pour le développement international |
| PDR | Programme de développement rural des Îles Salomon |
| TRE | Taux de rentabilité économique |
| UCP | Unité de coordination du programme |

Carte de la zone du programme

Solomon Islands Solomon Islands Rural Development Programme



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



Îles Salomon

Programme de développement rural des Îles Salomon

Résumé du financement

| | |
|--|---|
| Institution initiatrice: | Banque mondiale |
| Pays bénéficiaire du don: | Îles Salomon |
| Organisme d'exécution: | Banque mondiale |
| Coût total du programme: | 30,40 millions d'USD |
| Montant du don du FIDA: | 2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 4 millions d'USD) |
| Cofinanceurs: | Agence australienne pour le développement international (AusAID), Commission européenne, Banque mondiale |
| Montant du cofinancement: | AusAID: 6,10 millions d'USD Commission européenne: 10,17 millions d'USD Banque mondiale: 9,20 millions d'USD (y compris 3 millions d'USD au titre du Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale) |
| Conditions du cofinancement: | Dons |
| Contribution du pays bénéficiaire du don: | 0,93 million d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | Banque mondiale |
| Institution coopérante: | Banque mondiale |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur des Îles Salomon pour le Programme de développement rural des Îles Salomon, telle qu'elle figure au paragraphe 40.

Proposition de don aux Îles Salomon pour le Programme de développement rural des Îles Salomon

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Les Îles Salomon comptent une population d'environ 560 000 personnes, dont 83% vivent en zone rurale. Le pays sort d'une période de conflit civil, connue sous le nom de Tensions, qui a eu un profond impact sur l'économie. La loi et l'ordre ont été rétablis en 2003 grâce à l'intervention de la Mission régionale d'assistance aux Îles Salomon. Des progrès ont été accomplis pour restaurer les fonctions de base du gouvernement, et le pays est actuellement en transition entre la phase de reconstruction d'après conflit et la planification du développement à long terme.
2. Les Îles Salomon ont une petite économie rurale qui s'appuie sur des ressources naturelles riches, qui ne permettent cependant pas à la majorité de la population rurale d'améliorer ses moyens d'existence. La subsistance rurale repose largement sur l'agriculture de semi-subsistance, la pêche et la foresterie, en plus d'activités économiques informelles à petite échelle. Il y a un écart de revenu significatif entre les urbains et les ruraux, écart qui, combiné à la migration interinsulaire, a contribué aux Tensions.
3. Le Programme de développement rural des Îles Salomon (PDR) est la première phase d'un programme en deux temps conçu pour soutenir les objectifs de développement rural des Îles Salomon et promouvoir une meilleure coordination des donateurs. Il est financé par l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), la Commission européenne et la Banque mondiale.
4. L'exécution du programme a débuté en 2008. À la mi-2010, un examen à mi-parcours conjoint l'a jugée satisfaisante et a proposé un financement complémentaire pour l'étendre. Sur la base de cet examen, en octobre 2010, la Banque mondiale a approuvé un financement complémentaire, doublant sa contribution au PDR. Le FIDA a également été sollicité pour contribuer à cette première phase du programme et favoriser son extension à des zones reculées, se joignant à l'effort en tant que partenaire après l'examen à mi-parcours.
5. La contribution du FIDA au PDR est stratégique à plusieurs niveaux, car elle:
 - i) constitue un réengagement dans les Îles Salomon après une absence de pratiquement deux décennies; ii) permet au Fonds d'avoir une influence sur l'élaboration de la seconde phase du programme; et iii) donne l'occasion de former des partenariats avec des acteurs clés du secteur.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

6. Il est proposé que le FIDA accorde aux Îles Salomon un don d'un montant de 2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 4 millions d'USD), taxes incluses, pour contribuer au financement du PDR.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

7. L'allocation fixée pour les Îles Salomon au titre du SAFP est de 4,25 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012. Le financement de 4 millions d'USD proposé pour le PDR reste dans les limites de l'allocation totale pour le pays. Le reste de l'allocation peut être alloué au Programme en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables, approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2009.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

8. Les Îles Salomon sont considérées comme ayant un niveau élevé de vulnérabilité à l'endettement au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette du FIDA, ce qui leur donne droit à un financement à 100% sous forme de don de la part du FIDA.

Flux de fonds

9. Le financement du FIDA sera versé, par l'intermédiaire d'un compte du Trésor auprès de la Banque centrale des Îles Salomon ouvert spécifiquement pour les besoins du programme, sur un compte commun désigné à cet effet détenu auprès d'une banque commerciale agréée par la Banque centrale en faveur du Programme de développement rural des Îles Salomon; les fonds seront gérés par l'unité de coordination du programme (UCP), qui relève du Ministère de la planification du développement et de la coordination de l'aide.

Modalités de supervision

10. Le financement du FIDA sera administré par la Banque mondiale, en sa qualité d'institution coopérante, qui sera aussi chargée de la supervision du programme et de la gestion du don. Le FIDA participera activement à toutes les activités de supervision et d'appui à l'exécution du programme.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

11. Conformément aux principes d'harmonisation énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, il est proposé que le FIDA adopte les politiques et les procédures de la Banque mondiale pour la passation des marchés et la vérification des comptes. Cela suppose une dérogation aux sections correspondantes des Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole, au profit de l'adoption des politiques et procédures de la Banque mondiale (Association internationale de développement).

Gouvernance

12. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du don du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) plein respect des politiques anticorruption de la Banque mondiale et du FIDA; ii) gestion financière stricte, avec des processus combinant contrôle d'audit indépendant et suivi/examen; iii) communication publique ouverte et transparente avec toutes les parties prenantes au sujet des activités du programme et des transactions financières; iv) incorporation de structures de gouvernance spécifiques pour l'approbation des sous-projets infrastructurels; et v) formation et assistance technique en matière de passation de marchés et de gestion financière.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

13. Le PDR est un programme mené à l'échelle nationale qui s'appliquera à terme à toutes les provinces. Il devrait atteindre 70% de la population rurale, soit quelque 60% de la population totale. Environ 300 000 personnes, soit 60 000 ménages ruraux, sont censées profiter d'un meilleur accès aux infrastructures et services locaux, aux services d'appui agricole et au développement des entreprises rurales, y compris les services financiers.

Méthode de ciblage

14. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le PDR adoptera une approche inclusive dans toutes les provinces, en portant une attention particulière aux groupes défavorisés et aux femmes. Les groupes défavorisés se verront accorder la priorité dans la mise à disposition d'infrastructures et la fourniture de services agricoles et financiers. À cet effet, on ciblera les communautés qui subissent les contraintes de leur éloignement ou de leurs moyens de subsistance limités.

Participation

15. Les bénéficiaires du PDR prendront part à des consultations publiques afin de débattre des priorités locales de développement et seront représentés dans les comités de développement de quartier, les conseils provinciaux de développement et les comités de mise en œuvre des sous-projets. Des mécanismes de retour d'information et de suivi communautaire de l'exécution du programme ont également été prévus dans le PDR.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

16. L'objectif de développement du PDR est de rehausser le niveau de vie des ménages ruraux en créant de meilleurs mécanismes pour la fourniture d'infrastructures et de services économiques et sociaux prioritaires par les secteurs public et privé.
17. Pour ce faire, il faudra: i) une fourniture accrue, rentable et soutenue de services locaux et d'infrastructures essentielles, déterminées à travers une planification participative et suivant les priorités définies par les villageois eux-mêmes; ii) une capacité renforcée des institutions agricoles à fournir des services agricoles axés sur la demande au niveau local; et iii) un appui au développement des entreprises rurales.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

18. Le PDR est conçu pour faciliter la mise en œuvre des grandes priorités inscrites dans la Stratégie de développement agricole et rural des Îles Salomon. Il prévoit les délais nécessaires pour rebâtir les institutions et systèmes formels ainsi que leurs liens avec les communautés rurales. La première phase devrait consister à mettre à l'essai et à élargir progressivement de nouvelles approches participatives pour la fourniture d'infrastructures locales et de services d'appui agricole dans les zones rurales. La seconde phase sera centrée sur la consolidation et l'institutionnalisation de ces approches innovantes.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

19. Le programme s'inscrit dans le droit fil des objectifs du document d'options stratégiques sous-régionales pour les Îles du Pacifique et du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, et assurera en conséquence: i) l'aide aux groupes vulnérables; ii) la création de débouchés commerciaux; iii) la génération de revenus dans les zones rurales; et iv) la participation aux partenariats qui lient des parties prenantes multiples.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

20. Le PDR est aligné sur les priorités de la Stratégie de développement agricole et rural en termes de croissance rurale et de création d'emplois, en ce qu'il cherche à:
- i) améliorer la gouvernance locale et la prestation de services à ce niveau en faisant meilleur usage des ressources publiques consacrées au développement rural;
 - ii) améliorer les mécanismes sous-tendant l'activité rurale; iii) consolider les liens existants, en particulier entre les communautés et les gouvernements provinciaux;
 - iv) renforcer l'économie locale en soutenant la réforme des politiques économiques;
 - v) favoriser la réactivité des services d'appui agricole à la demande locale;
 - vi) développer les services financiers ruraux; et vii) gérer les ressources naturelles.

Harmonisation avec les partenaires du développement

21. Le PDR répond au besoin d'améliorer l'efficacité de l'aide et l'harmonisation des donateurs dans le secteur en encourageant la transition d'activités fragmentées et sans coordination des donateurs vers un programme d'investissement conjoint mis en œuvre par l'intermédiaire des systèmes gouvernementaux.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

22. Le programme comprend quatre composantes: i) mise à disposition d'infrastructures locales et fourniture de services; ii) amélioration des services agricoles; iii) création d'entreprises rurales; et iv) gestion de programme.

Catégories de dépenses

23. Suivant les procédures de la Banque mondiale, il existe une seule catégorie de dépenses qui couvre les marchandises, les travaux, les services de conseil, la formation, les visites d'études et les frais d'exploitation différentiels.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

24. Les partenaires d'exécution seront: i) AusAID, la Commission européenne et la Banque mondiale; ii) les gouvernements national et provinciaux, et les instances représentatives du niveau local telles que les comités de développement de quartier; iii) les banques commerciales; et iv) les ONG et les prestataires de services.

Responsabilités en matière d'exécution

25. La responsabilité générale de la coordination et de l'exécution du programme revient au Ministère de la planification du développement et de la coordination de l'aide, guidé par le comité de pilotage. L'UCP est dirigée par le secrétaire permanent du Ministère (coordinateur du programme), avec l'assistance d'un directeur de programme chargé de la coordination quotidienne des activités. Pour assurer la cohérence de ces dernières avec les politiques sectorielles, un groupe de travail technique aide l'UCP dans la mise en œuvre de chaque composante. L'administration provinciale, sous la direction du secrétaire provincial, est responsable de l'exécution des activités provinciales, tandis que l'appui technique incombe au personnel de l'organisme chef de file au niveau provincial.

Rôle de l'assistance technique

26. L'assistance technique comprend à la fois des spécialistes nationaux employés à long terme et des experts internationaux recrutés pour des missions courtes. Le programme d'assistance technique est axé sur le renforcement des systèmes et des procédures et sur le transfert des compétences aux homologues locaux.

Situation des principaux accords d'exécution

27. Les accords de financement du programme régissent l'exécution. Étant donné que le programme est en cours, les principaux accords d'exécution sont en place et opérationnels.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

28. Le coût total du programme est de 30,40 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont le FIDA (13%), la Commission européenne (33%), la Banque mondiale (31%), l'AusAID (20%) et le gouvernement (3%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

29. Le PDR appuie de petits investissements à faible coût mais qui produisent des bénéfices sociaux élevés dans l'infrastructure, les services agricoles et le renforcement des capacités dans les zones rurales. Les principaux bénéfices directs attendus sont les suivants: i) réhabilitation et construction rentables

d'infrastructures publiques rurales par l'intermédiaire de sous-projets dans l'ensemble des neuf provinces; ii) hausse de la productivité et de la commercialisation des produits agricoles et du bétail; et iii) investissements privés ayant des effets externes en milieu rural – création d'emplois, innovation ou démonstration et amélioration de la compréhension des aspects financiers de base par les petites et moyennes entreprises.

Viabilité économique et financière

30. Le taux de rentabilité économique (TRE) est estimé à 27%, en s'appuyant uniquement sur les coûts et bénéfices directs. Ces résultats sont variables selon le nombre de bénéficiaires, mais les résultats demeurent solides et une réduction de 20% du nombre de bénéficiaires donne toujours un TRE de 18%. Au moment de l'examen à mi-parcours, les TRE calculés pour un échantillon de sous-projets effectifs approuvés durant le premier cycle de planification annuelle s'établissaient à un pourcentage compris entre 24% et 57%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

31. Du fait que le PDR est une initiative pionnière en ce qui concerne les programmes des donateurs et du gouvernement aux Îles Salomon et offre un modèle possible pour les futurs efforts de développement dans les zones rurales, il convient de suivre ses conclusions de manière effective. L'appui du programme à la production, à l'analyse et à la diffusion d'informations profitera à la fois aux ménages et aux législateurs. Les principaux domaines de recherche incluront l'impact socioéconomique, la qualité technique et la rentabilité des sous-projets d'infrastructure, le renforcement institutionnel, la gouvernance locale, la vulgarisation agricole, l'autonomisation des communautés ainsi que les questions relatives aux jeunes et à la parité hommes-femmes.

Innovations en matière de développement

32. Parmi les innovations institutionnelles introduites par le PDR figurent: i) le fait de travailler avec les systèmes gouvernementaux en se concentrant sur les liens entre le gouvernement et les communautés rurales; ii) des processus décisionnels au niveau des quartiers et des provinces qui mettent en rapport les représentants élus et les représentants communautaires; iii) l'obligation de rendre compte, notamment à travers un contrôle accru des communautés sur l'allocation des ressources et l'exécution des sous-projets; et iv) une fourniture d'infrastructures et de services ruraux axée sur la demande.

Approche d'élargissement

33. Le PDR est la première phase d'un programme à plus long terme qui vise à faciliter la réalisation des objectifs nationaux de développement rural. Cette première phase met en place des mécanismes neufs et améliorés pour accentuer la fourniture, par les secteurs public et privé, d'infrastructures et de services économiques et sociaux prioritaires dans les zones rurales, tout en renforçant les capacités à tous les niveaux administratifs. La seconde phase ajustera et consolidera les nouveaux mécanismes et les innovations institutionnelles au niveau national, en mettant l'accent sur la durabilité à long terme.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

34. Le niveau général de risque est important. Le PDR est confronté à trois grands risques: i) l'instabilité politique; ii) la faiblesse des capacités; et iii) la gestion des coûts et des dépenses. Les mesures d'atténuation prévues comportent une concertation fréquente et coordonnée avec le gouvernement, un engagement auprès des communautés pour apaiser les tensions à cet échelon, un investissement substantiel dans le renforcement des capacités et des institutions, et une focalisation

accrue sur le renforcement des capacités s'agissant des aspects fiduciaires, du suivi des coûts et de la rentabilité.

Classification environnementale

35. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale de la Banque mondiale, le programme a été classé en catégorie B, car son impact devrait être local et maîtrisé d'une manière acceptable au moyen de mesures d'atténuation largement diffusées.

K. Durabilité

36. Le PDR intègre les enseignements tirés de l'assistance fournie par les donateurs au lendemain des conflits, notamment les impératifs: i) d'œuvrer par l'intermédiaire des systèmes gouvernementaux et de les consolider, plutôt que de bâtir des systèmes parallèles qui pourraient ne pas être viables; ii) de reconstruire les liens entre les communautés rurales et le gouvernement afin de remédier à l'isolement des communautés et à leur défiance à l'égard des institutions publiques; et iii) de clarifier les rôles des secteurs public et privé et de faciliter les partenariats public-privé de manière à mobiliser les capacités et les ressources des deux secteurs.

II. Instruments juridiques et autorité

37. Un accord de financement entre les Îles Salomon et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
38. Les Îles Salomon sont habilitées, en vertu de leurs lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera aux Îles Salomon un don d'un montant équivalant à deux millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 550 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Solomon Islands Rural Development Programme"

(Negotiations concluded on 23 November 2010)

Grant Number:

Programme Title: Solomon Islands Rural Development Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund")

and

The Solomon Islands (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS

WHEREAS, by Financing Agreement (Grant Number H332-SOL) dated 24 September, 2007 (the "IDA Financing Agreement") executed by and between the Solomon Islands and the International Development Association (the "Association"), the Association agreed to extend to the Recipient, on the terms and conditions set forth in the Financing Agreement, a grant in an amount equivalent to two million two hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 2 200 000) (the "IDA Financing") to assist in financing the Programme;

WHEREAS, an Additional Financing in the amount of two million Special Drawing Rights (SDR 2 000 000) has been approved on 21 October 2010 by the Association for the Programme;

WHEREAS, a Grant in the amount of three million United States Dollars (USD 3 000 000) has been extended from the Food Price Crisis Response (FPCR) Trust Fund, administered by the Association as trustee of the Fund, for the Programme;

NOW THEREFORE the Parties agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 3 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is two million five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 2 550 000).
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
3. The Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of nine hundred thirty thousand United States Dollars (USD 930 000).

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Development Planning and Aid Coordination (MDPAC) of the Recipient.
2. The following are designated as additional Programme Parties:
 - (a) Ministry of Agriculture and Livestock (MAL) of the Recipient;
 - (b) Participating Provinces (Choiseul, Western, Malaita, Temotu, Isabel and Makira/Ulawa as well as any additional eligible Province agreed with the Fund);
 - (c) Participating Commercial Banks, designated by the Recipient under Component 3 of the Programme;
 - (d) Participating Service Providers, including non-governmental organizations, community based organizations, farmers associations or small or medium enterprises or private individuals designated to implement an Annual Agriculture Service Allocation under Component 2 of the Programme;
 - (e) Participating small or medium rural enterprises (SMEs) selected to receive supplemental financing under Component 3 of the Programme;
 - (f) Other Ministries of the Recipient who may also contribute to the implementation of the Programme, as appropriate.
3. The Programme Completion Date shall be 30 November 2013.

Section D

The Grant will be administered and the Programme supervised by IDA as the Cooperating Institution.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time, shall have been suspended;
2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement: The IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time, shall have been cancelled;
3. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement and shall read as follows:

- (a) Section 2.01, General Definitions. "The Financing Closing Date". For the purposes of this Agreement the Financing Closing Date shall be 4 months after the Programme Completion Date or such later date as it may be designated by notice to the Recipient.
- (b) Section 7.01 (b) (ii). The Recipient shall prepare or cause to be prepared Annual Workplans and Budgets (AWPBs), including Procurement Plans, within the timeframe foreseen in Schedule 2, Section I B, paragraph 2 of the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time.
- (c) Section 7.05 (a) (Procurement): all goods, works and consultants services required for the Programme and to be financed out of the proceeds of the financing shall be procured in accordance with: (i) the World Bank's "Guidelines: Procurement under IBRD Loans and IDA Credits" of May 2004 as revised in October 2006 and May 2010; (ii) the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants by World Bank Borrowers" of May 2004, and; (iii) Schedule 2, Section III of the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time.
- (d) Article IX (Financial Reporting and Information). The Financial Reporting System of the Recipient shall be in accordance with Schedule 2, Section II B of the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

The Minister for Finance and
Treasury
Ministry of Finance and
Treasury
P.O. Box 26
Honiara, Solomon Islands

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

For the Fund

For the Recipient

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme shall benefit rural households in the Provinces of Choiseul, Western, Malaita, Temotu, Isabel, Makira/Ulawa and in any additional eligible Province agreed with the Fund (the "Programme Area").
2. *Objective.* The objective of the Programme is to assist the Recipient to raise the living standards of rural households by establishing improved mechanisms for the delivery of priority economic and social infrastructure and services through: (i) increased, cost-effective and sustained provision of local services and basic infrastructure determined through participatory planning prioritized by villagers; (ii) increased capacity of agriculture institutions to provide demand-driven agriculture services at the local level; and (iii) support for rural business development.
3. *Components.* The Programme shall consist of the following four Components:

Component 1: Local Infrastructure and Services

- (a) Community Development Grants
Provision of periodic allocations to Participating Provinces to finance Community Development Grants to fund subprojects for public infrastructure and services.
- (b) Capacity Building:
 - (i) Support for capacity building activities, including information and communication campaigns, training, domestic and international study tours and peer learning; and
 - (ii) Funding of operating costs and small rehabilitation of provincial facilities to support: provincial government staff and line ministry staff at provincial level; facilitators, ward councillors and other community representatives at ward level; Subproject Implementation Committee members and contractors, to plan, budget, implement and monitor and evaluate Community Development Subprojects.

Component 2: Agricultural Services

- (a) Annual Agriculture Service Allocations
Provision of Annual Agriculture Service Allocations to Participating Provinces to engage Participating Service Providers to develop and deliver agricultural services at the provincial level, included in Annual Agriculture Service Programmes.
- (b) Capacity Building
Support for capacity building for: (i) MAL at the national level to facilitate and supervise provincial service delivery; (ii) other Participating Service Providers; and (iii) rural households, through the provision of: (i) technical assistance; (ii) training, including on integrated pest management and (iii) targeted rehabilitation or replacement of offices or other infrastructure and (iv) the financing of operating costs.

Component 3: Rural Business Development

- (a) Supplemental Equity Facility (SEF)
Provision of grant financing to Participating SMEs to supplement loans received by Participating SMEs from Participating Commercial Banks.
- (b) Capacity Building
Provision of: (i) technical assistance to business training and counselling institutions; (ii) training for staff in Participating Commercial Banks related to handling small and medium enterprise loan and supplemental financing applications; (iii) technical assistance to small and medium enterprises, including Participating SMEs, in the preparation of business plans; and (iv) technical assistance to the Recipient and Participating Commercial Banks to develop and implement a SEF communications strategy.

Component 4: Programme Management

Provision of support to the Recipient for management at central and provincial levels, including the preparation and consolidation of annual workplans and budgets, supervision of Programme activities, preparation of progress reports, financial management and procurement functions, communication activities, monitoring and evaluation, training and domestic and international study tours.

II. Implementation Arrangements

In accordance with Schedule 2 of the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time, the Recipient shall:

- (i) carry out or cause the Programme to be carried out in accordance with the Programme Implementation Manual and not waive, amend or abrogate, or allow to be amended, waived or abrogated, any provision of the Programme Implementation Manual or any component thereof, without the prior consent of the Fund.
- (ii) ensure that MDPAC shall be responsible for the overall Programme coordination and that the work of MDPAC shall be guided by a Programme Steering Committee, comprising Permanent Secretaries from the Ministry of Development Planning and Aid Coordination (MDPAC), Ministry of Finance and Treasury (MOFT), Ministry of Agriculture and Livestock (MAL), Ministry of Infrastructure Development (MID), Ministry of Provincial Government and Institutional Strengthening (MPGIS) and the Provincial Secretaries of the Participating Provinces.
- (iii) ensure that the Permanent Secretary in MDPAC shall be the Programme Coordinator who shall be assisted by: (i) a full time programme manager; (ii) a senior finance specialist; (iii) a senior procurement specialist; (iv) a communications specialist; (v) a coordinator for Component 1 of the Programme; (vi) a coordinator for Component 2 of the Programme; and (vii) a senior planning, monitoring and evaluation officer.
- (iv) maintain until completion of the Programme, a Programme Coordination Unit under MDPAC at the national level and ensure that such Unit is provided at all times with adequate funds and other resources, and is staffed by qualified and experienced personnel in adequate numbers, as shall be necessary to accomplish its functions, responsibilities and objectives under the Programme,

and in each case as shall be acceptable to the Fund. The Programme Coordination Unit shall coordinate activities implemented by the Participating Provinces.

- (v) maintain until completion of the Programme the following technical working groups to support the Programme Coordination Unit in ensuring consistency of Programme activities with the Recipient's sector policies. (i) For Component 1 of the Programme, the technical working group shall include representatives of MDPAC, MPGIS, and MID; (ii) for Component 2, the technical working group shall include representatives of MDPAC, MAL and Participating Provinces; and (iii) for Component 3, the technical working group shall include representatives of MDPAC, Central Bank of the Solomon Islands (CBSI) and MOFT.
- (vi) maintain until completion of the Programme, a management team at the provincial level in each Participating Province, and shall ensure that such management team is provided at all times with adequate funds and other resources, and is staffed by qualified and experience personnel in adequate number, as shall be necessary to accomplish its functions, responsibilities and objectives, in each case acceptable to the Fund.
- (vii) ensure that the Provincial Secretary of each Participating Province shall be responsible for Programme management at the provincial level, assisted by: (i) a provincial team leader; (ii) specialists in finance and engineering; and (iii) line agency staff, in each case acceptable to the Fund.
- (viii) make the proceeds of the Financing allocated to Component 1 (a) of the Programme available to Participating Provinces as Community Development Grants for Community Development Subprojects in accordance with the Programme Implementation Manual and the implementation arrangements set out below, except as the Fund shall otherwise agree:
 - (a) Participating Provinces. The Recipient, through MDPAC, shall enter into an agreement with each Participating Province which shall set out the terms and conditions under which such Participating Province shall implement its respective activities under Component 1 (a) of the Programme.
 - (b) Community Development Grant Selection. The Recipient, through each Participating Province shall ensure that: (i) each Community Development Subproject meets the eligibility criteria set out in the Programme Implementation Manual; and (ii) each Community Development Subproject has been approved by the respective Development Council and endorsed by the respective Provincial Assembly for inclusion in the annual budget of the Participating Province.
 - (c) Community Development Grant Implementation. The Recipient, through each Participating Province, shall ensure that, with respect to each Community Development Subproject: (i) a Subproject Implementation Committee, acceptable to the Fund, shall appraise the Community Development Subproject; (ii) the Participating Province and the Subproject Implementation Committee shall enter into an agreement

- setting out the terms and conditions for the Community Development Grant prior to commencement of the Community Development Subproject; and (iii) the Subproject Implementation Committee, shall implement, and the Participating Province shall monitor and evaluate, the Community Development Subproject;
- (d) Capacity Building Implementation. The Recipient shall ensure that capacity building activities and training programmes under Component 1(b) of the Programme are implemented in accordance with the Programme Implementation Manual.
- (ix) The Recipient shall make the proceeds of the Financing allocated to Component 2 (a) of the Programme available to Participating Provinces as Annual Agriculture Service Allocations in accordance with the Programme Implementation Manual and the implementation arrangements set out below, except as the Fund shall otherwise agree:
- (a) Annual Agriculture Service Programme Formation. The Recipient, through MAL, shall ensure that each Participating Province shall develop an Annual Agriculture Service Programme, acceptable to the Fund, for each subsequent calendar year, by no later than 30 September each year, for Annual Agriculture Service Allocations to be made in the upcoming year in the Participating Province.
- (b) Annual Agriculture Service Programme Implementation. The Recipient, through each Participating Province, shall ensure that: (i) upon approval of each Annual Agriculture Service Programme, each Participating Province shall enter into an agreement with each Participating Service Provider identified under the Annual Agriculture Service Programme; and (ii) the Participating Service Providers shall implement, and MAL shall monitor and evaluate, the activities undertaken under each Annual Agriculture Service Programme.
- (c) Capacity Building Implementation. The Recipient shall ensure that capacity building activities and training programmes under Component 2 (b) of the Programme are implemented in accordance with the Programme Implementation Manual.
- (x) The Recipient shall make the proceeds of the Financing allocated to Component 3 (a) of the Programme available as SEF Grants to Participating SMEs to provide supplemental equity financing in conjunction with a loan made to the Participating SME for an investment project by a Participating Commercial Bank in accordance with the Programme Implementation Manual, and the implementation arrangements set out below, except as the Fund shall otherwise agree:
- (a) Participating Commercial Banks. (i) The Recipient shall ensure that only commercial banks which have been approved by the Fund shall be Participating Commercial Banks for the purposes of the Programme. (ii) The Recipient, through MDPAC, shall enter into an agreement with each Participating Commercial Bank prior to making any proceeds of the Financing available to a Participating SME through such Participating Commercial Bank. Each such agreement shall set out the terms and conditions under which such Participating Commercial Bank shall implement its respective activities under Component 3(a) of the

Programme in accordance with the Programme Implementation Manual. Each Participating Commercial Bank shall ensure that each Participating SME and SEF Grant meets the eligibility criteria set out in the Programme Implementation Manual.

- (b) Provision of SEF Grants. The Recipient, through MDPAC, shall: (i) prior to making a SEF Grant to a Participating SME, enter into an agreement with such Participating SME setting out the terms and conditions of the SEF Grant including the amount of equity contribution to be made by the Participating SME; and (ii) with respect to each SEF Grant, transfer the proceeds of such SEF Grant to the account of the Participating SME held at the corresponding Participating Commercial Bank upon authorisation of the corresponding Participating Commercial Bank.
- (c) SEF Grant Monitoring. The Recipient shall ensure that (i) the Programme Coordination Unit shall perform bi-annual reviews of all SEF Grant transactions during the preceding six (6) months and provide the results of such reviews to the Fund in each Programme Report; and (ii) publish, at least every six (6) months a list, certified by the Programme Coordination Unit and CBSI, of all SEF Grant transactions in the preceding period.
- (d) Capacity Building. The Recipient shall ensure that capacity building activities under Component 3 (b) of the Programme are implemented in accordance with the Programme Implementation Manual.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed out of the proceeds of the Grant ("Category"), the allocations of the amounts of the Grant to each Category, and the percentage of expenditures to be financed for Eligible Expenditures in each Category:

| Category | Grant Amount Allocated (expressed in SDR) | Percentage of expenditures to be financed (inclusive of reasonable taxes) |
|--|--|---|
| I. Goods, works, consultants' services, training, study tours and Incremental Operating Costs | 2 550 000 | 100% |
| TOTAL | 2 550 000 | |

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Community Development Grant" means a portion of the proceeds of the Financing to be made available to each Participating Province out of which Community Development Subprojects will be funded each year, as described in paragraph (viii) of Section II of Schedule 1 to this Agreement: and "Community Development Grants" means more than one Community Development Grant.

"SEF Grant" means a grant to a Participating SME, and "SEF Grants" means more than one SEF Grant.

"Incremental Operating Costs" means expenditures under the Programme for field and domestic international travel, staff allowances, office lease and administrative expenditures, small goods and services for field and laboratory activities, expenditures related to building and vehicle maintenance, vehicle rental and fuel, and housing allowance and benefits required for positions taken in the Participating Provinces; but excludes government staff salaries.

(c) The use of the proceeds of the Financing to pay taxes should be in accordance with the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Anti-Corruption. For the purposes of this Agreement, a finding of corruption pursuant to the provisions of the IDA "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants" dated 15 October 2006, amended on 10 May 2010 and as may be amended from time to time, shall be deemed a finding of corruption under the "IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its activities and operations".

Environmental and Social Safeguards. The provisions of Schedule 2, Section I, C of the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time, are incorporated herein by reference and apply to the Programme.

Key reference documents

Country reference documents

Government's Policy Framework Document May 2006

Agriculture and Rural Development Strategy (2007)

IFAD reference documents

World Bank Project Appraisal Document (PAD) and key files

World Bank Project paper on a Additional Financing Grant

IFAD Sub regional Strategic Opportunities Paper for Pacific Island Countries

Logical framework

| PDO | Outcome Indicators | Use of Outcome Information |
|--|---|--|
| <p>To raise the living standards of rural households by establishing improved mechanisms for the delivery of priority economic and social infrastructure and services by the public and private sectors</p> | <p>Percentage of villages with <u>satisfactory access to functioning infrastructure and/or services</u></p> <p>Percentage of villages with improved access to <u>effective</u> agricultural services</p> | <p>Indicates the increased availability and usefulness of infrastructure and services resulting from the programme</p> <p>Indicates that agricultural services are responsive and appropriate to farmers' needs</p> |
| Intermediate Results One per Component | Results Indicators for Each Component | Use of Results Monitoring |
| <p>Component One: Local Infrastructure and Services</p> <p>Increased access to small public infrastructure and local services in rural areas that respond to expressed needs through a participatory planning process</p> | <p>Component One:</p> <p>Number of infrastructure Community Development Subprojects completed and maintained</p> <p>Number of beneficiaries of completed Community Development Subprojects</p> <p>Percentage of people in target planning units participating in Community Development Subproject decision making</p> | <p>Component One:</p> <p>Indicates increased capacity and responsiveness of local governments to deliver services</p> <p>Indicates creation of effective infrastructure</p> <p>Determines if participation mechanisms are effective and inclusive</p> |
| <p>Component Two: Improved Agricultural Services</p> <p>Increased capacity of agricultural service providers to respond to local needs</p> | <p>Component Two:</p> <p>Percentage of villages in Participating Provinces to whom agricultural services have been provided</p> <p>Percentage of people in Participating Provinces who have received and are satisfied with advice or services</p> <p>Percentage of households in Participating Provinces who have changed agricultural practices, including varieties, as a result of advice from Participating Service Providers</p> | <p>Component Two:</p> <p>Indicates increased capacity of agricultural services to deliver services at local level</p> <p>Measures responsiveness of the services provided to local needs</p> <p>Demonstrates the effectiveness of agricultural services provision</p> |
| <p>Component Three: Rural Business Development</p> <p>Increased number of sustainable businesses that contribute to improved rural living standards</p> | <p>Component Three:</p> <p>Number of SEF-supported businesses established or expanding in rural areas</p> <p>Percentage increase in turnover of businesses established</p> | <p>Component Three:</p> <p>Indicates that programme is stimulating the private sector in rural areas</p> <p>Indicates that new or expanded businesses supported are sustainable</p> |
| <p>Component Four: Programme Management</p> <p>Programme components effectively coordinated and monitored.</p> | <p>Annual work plan and budget approved and delivered on time</p> <p>Audits completed & submitted on time</p> <p>Procurement Plan implementation on target</p> | <p>Component Four:</p> <p>Demonstrates effective administration and team management</p> <p>Indicates robust accounting processes and fiduciary compliance</p> <p>Measures effectiveness of procurement planning and implementation</p> |